

L'économie politique de la Chefferie de Bukumu

(Nord-Kivu, RDC)

Sam Kniknie et
Thierry Rukata

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS (ILS)

La série Insecure Livelihoods publie des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ces rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Sam Kniknie est chercheur postdoctoral au Conflict Research Group (UGent). Ses recherches portent sur la production de l'espace urbain et ses contestations. Sa thèse de doctorat est une ethnographie de la mobilisation politique dans une périphérie urbaine de Goma, en République démocratique du Congo.

Thierry M. Rukata est étudiant en Communication Stratégique des Organisations à l'Université Catholique de Bukavu. Journaliste et chercheur congolais, il est associé au Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH). Son expertise se concentre sur les questions de conflits et sécurité, la gouvernance locale, les élections, ainsi que dans les domaines de la communication, des médias et des civic-tech.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLICATION

Editor: Sam Kniknie

Éditorial : Lee Gillette

Traduction : Martial Elfi Kashori

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2024 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



L'économie politique de la Chefferie de Bukumu

(Nord-Kivu, RDC)

**Sam Kniknie et
Thierry Rukata**



Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1 INTRODUCTION | 5 |
| 2 HISTORIQUE | 7 |
| 3 UN ENVIRONNEMENT EN VOIE D'URBANISATION | 11 |
| Conflits fonciers | 13 |
| Contestation autour du parc national des Virunga | 16 |
| L'expansion de la ville de Goma | 17 |
| 4 UNE ZONE FRONTALIÈRE | 19 |
| Contestation du pouvoir coutumier | 20 |
| Une économie frontalière | 22 |
| Une insécurité grandissante | 24 |
| 5 CONCLUSION | 25 |
| 6 BIBLIOGRAPHIE | 28 |

La chefferie de Bukumu se trouve dans le territoire de Nyiragongo, dont le nom est tiré de son volcan actif, dans la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo. Elle s'étend sur 333 km² et est située au nord de Goma, qui faisait partie de son territoire. La chefferie est limitée au nord par le territoire de Rutshuru, à l'est par le Rwanda, au sud par la ville de Goma et à l'ouest par le territoire de Masisi. Plus de la moitié de sa superficie (170 km²) fait partie du parc national des Virunga, tandis que les 163 km² restants sont occupés par la population locale. Selon le rapport annuel 2023, la densité de population de Bukumu est de 2 967,6 habitants par kilomètre carré. Sa proximité avec le Rwanda et la ville de Goma est à l'origine de dynamiques géographiques, économiques et politiques uniques.

Ce rapport analyse les principales caractéristiques sociales, politiques, géographiques et économiques de Bukumu. L'économie politique de la chefferie est façonnée par la dynamique frontalière, l'urbanisation et les tensions autour de l'identité et de l'autorité qui y sont associées. Il examine également la façon dont la migration et l'urbanisation contribuent aux conflits fonciers au sein de la population et entre le parc national des Virunga et les communautés locales. Il analyse également comment l'expansion urbaine de la ville de Goma affecte le pouvoir coutumier, pourquoi celui-ci est contesté et comment l'emplacement de la chefferie de Bukumu en tant que zone frontalière a un impact sur la dynamique sociale liée à l'identité, à l'autorité et à son économie politique. En guise de conclusion, le rapport examine les évolutions récentes et la montée de l'insécurité.

D'un point de vue méthodologique, ce rapport repose sur un travail de terrain qualitatif mené à Bukumu et dans la ville de Goma voisine. Une recherche ethnographique de 14 mois a été menée par l'un des auteurs dans le groupement de Munigi (un groupement est une unité administrative subdivisionnaire d'un territoire). Des données supplémentaires ont été recueillies en août 2024 grâce à 14 entretiens semi-structurés avec les parties prenantes telles que les administrateurs, les chefs coutumiers, les représentants élus, des leaders religieux et des représentants de la société civile. Pour des raisons de sécurité liées à la résurgence du M23, toutes les zones de la chefferie n'étaient pas accessibles lors de la collecte des données. Par conséquent, les recherches de ce rapport ont été principalement menées dans la partie sud de la chefferie.

Faisant partie des dix chefferies du Nord-Kivu, la chefferie de Bukumu a une superficie égale à celle de l'ensemble du territoire de Nyiragongo, ce qui en fait la seule chefferie du territoire. Sur le plan administratif, la chefferie est divisée en cinq groupements, eux-mêmes divisés en quarante-six villages. Par ailleurs, depuis 2006, les anciens groupements de Kibumba et Buhumba ont été transformés en communes rurales par décret présidentiel, et ne relèvent donc plus de l'autorité coutumière, comme expliqué ci-après.

Tableau 1. Cinq groupements composés de quarante-six villages de la chefferie de Bukumu et de deux communes rurales

| GROUPEMENT | VILLAGE |
|------------|---|
| MUNIGI | Buhombo, Bugarura, Rukoko, Buhima, Janga, Bushagara, Kabaya, Ngangi I, Kiheru, Kasenyi, Ngangi II, Bushara, Byungu, Ngangi III, Murambi & Turunga |
| BUVIRA | Burambo, Kiguri, Vubiro, Rutagara, Bushwaga & Buhimba |
| KIBATI | Bujari, Mujoga, Kisheke, Mugerwa, Rwanguba, Mutaho, Bukanda, Kaguri & Buhama |
| MUDJA | Kalungu, Kanyati, Mukondo, Kiziba I, Kiziba II, Bugamba I, Bugamba II & Mukondo II |
| RUSAYU | Karambi, Rukorwe, Kalangala, Katwa, Shanguta, Kahande & Kabale-Katambi |
| KIBUMBA | <i>Commune rurale</i> |
| BUHUMBA | <i>Commune rurale</i> |

Bien avant la colonisation belge, la région actuelle de la chefferie de Bukumu ou du territoire de Nyiragongo était déjà peuplée. Cependant, son appellation actuelle de Bukumu (ou Bakumu et Kumu) n'est apparue que plus tard. La chefferie de Bukumu n'a été officiellement créée qu'en 1929 par décret colonial, mais son histoire remonte plus tôt, en 1908, avec l'investiture du tout premier *Mwami* (roi) de la chefferie de Bukumu, Kahembe Kabungunda

Paul (Tull 2005). À l'origine, le Mwami Kahembe était originaire de Lubutu, une région située à la frontière entre la province du Maniema, Walikale au Nord-Kivu et la province Orientale.

Il existe plusieurs récits sur les origines de la chefferie de Bukumu. Le plus important raconte qu'en 1908, le Mwami Kahembe est venu de Lubutu, dans le territoire de Walikale, et qu'il appartenait à une ethnie appelée Kumu. D'autres disent qu'il est arrivé alors qu'il chassait. Par la suite, il a rencontré les communautés locales alors que les colons belges étaient déjà installés. Il était l'une des rares personnes de la région à parler le swahili, langue de commerce dans la région, ce qui lui permettait de discuter avec les colons belges. Ses compétences linguistiques lui ont permis de gagner la confiance des représentants coloniaux. Ces derniers étant à la recherche d'une autorité « locale » intermédiaire, il fut nommé chef de la chefferie, après quoi il attribua le nom de Kumu à la chefferie naissante. C'est ainsi que les habitants furent désormais connus sous le nom de Kumu (Mathys 2014 ; Büscher 2011 ; Kniknie 2024).

D'autres récits moins fréquents, comme celui raconté par le Mwami Butsitsi Kahembe Isaac lors de notre collecte de données, affirment que l'histoire de la chefferie de Bukumu remonte à 1478 avec un personnage appelé Bikumu, qu'il considère comme le fondateur et l'ancêtre emblématique de la dynastie de Bukumu. Bikumu a régné jusqu'en 1503. En se basant sur des récits oraux et des traditions locales qui lui ont été rapportés, Butsitsi affirme que Bikumu est traditionnellement reconnu comme le chef fondateur de la chefferie de Bukumu et qu'il a joué un rôle majeur dans la création de la chefferie et la structuration de son autorité.

Il est difficile de déterminer le degré de véracité entre les récits de l'arrivée de Kahembe dans la région actuelle de Bukumu alors qu'il chassait et la version de Bikumu. Selon toute vraisemblance, les deux récits servent à légitimer la présence de Kahembe dans la région ou la chefferie de Bukumu en tant que telle, et par la suite, à légitimer le système de domination coloniale indirecte dans lequel elle s'inscrivait. Mathys (2014) affirme que les récits coloniaux officiels de la présence de Kahembe tentent d'établir sa légitimité en présentant la dynastie Kahembe comme un clan présent depuis longtemps dans la région. Par ailleurs, pour consolider sa légitimité auprès de la

population déjà présente dans la région, Kahembe a épousé des femmes issues de villages et de clans de Munigi et de Kibati, dans le but de renforcer ses racines dans les communautés locales. Il a épousé des femmes d'origine hunde, hutus et tutsis. La dynastie Kumu a été « créée » dans la région de l'actuel territoire de Nyiragongo en 1913, avec la nomination officielle de Kahembe en tant que chef de la chefferie de Bukumu. En tant que telle, la chefferie Kumu n'est pas simplement la traduction historique ou culturelle des politiques précoloniales, mais au moins en partie une construction qui a permis la domination coloniale belge (Mathys, 2014).

La majeure partie de la chefferie faisant partie du parc national des Virunga, les 163 kilomètres carrés restants sont de plus en plus encombrés et, bien qu'ils soient toujours administrativement considérés comme une zone rurale, leurs caractéristiques spatiales et infrastructurelles ressemblent de plus en plus à celles d'une agglomération urbaine. L'urbanisation est l'un des principaux facteurs qui façonnent les paysages social, économique, spatial et politique de la chefferie de Bukumu.

Les différentes vagues de migration vers Goma sont à l'origine de cette urbanisation. Dans la section suivante, nous allons explorer les conséquences de cette urbanisation et ses effets sur l'économie politique de Bukumu, notamment en ce qui concerne la gestion des terres et des ressources. Dès 1954, d'importants flux migratoires ont amené à Bukumu des personnes originaires de différentes régions du pays. Beaucoup étaient des Nande du territoire de Lubero au nord, ainsi que des Banyabwisha de Rutshuru, des Hutu et des Tutsi du Rwanda, des Shi du Sud-Kivu et des Bahavu d'Idjwi et de Kalehe. Une personne interrogée a souligné que l'afflux de personnes venues de toute la région du Kivu avait influencé la composition et le nom de la chefferie :

Autrefois, elle s'appelait la chefferie de Bakumu, mais aujourd'hui, elle s'appelle la chefferie de Bukumu. Lorsque les ancêtres ont réalisé que nous étions composés de plusieurs tribus, ils se sont réunis et ont décidé que puisque nous comptions plus de 200 personnes, la chefferie s'appellerait désormais Bukumu. Cette transformation a eu lieu en 1954.¹

¹ Entretien avec un pasteur, territoire de Nyiragongo, 23 août 2024. Le préfixe « ba- » en swahili est utilisé pour désigner des personnes, ainsi « Bakumu » signifie littéralement « le peuple Kumu ». « Bukumu », en revanche, est un terme plus neutre qui ne se réfère pas uniquement au peuple Kumu.

Si la dynamique migratoire vers la chefferie de Bukumu est antérieure à l'indépendance politique du pays, elle ne s'est renforcée qu'après. À la suite de l'indépendance, Goma est devenue le chef-lieu de la province, attirant ainsi les habitants des zones rurales. La croissance démographique s'est ensuite accélérée pendant le génocide rwandais et le déclenchement de la première guerre du Congo en 1996. Au milieu des années 1990, de nombreuses personnes ont cherché refuge à Goma, qui est devenu un havre de paix au milieu des conflits régionaux. Ces schémas migratoires persistent aujourd'hui, en grande partie en raison de l'insécurité persistante. La résurgence de la rébellion du M23 en 2022 a provoqué de nouveaux déplacements vers Goma et ses environs (Kniknie, 2024).

Bukumu a été particulièrement touché, accueillant un grand nombre de déplacés internes. Actuellement, la chefferie compte plus de cinq camps de déplacés, des milliers d'entre eux ayant trouvé refuge le long de l'axe nord, de Munigi et Kanyaruchinya à Kibati, et à l'ouest, à Rusayu. Cet afflux a radicalement modifié le paysage de Bukumu, qui est passé d'une zone essentiellement rurale et agricole à une zone occupée par les populations déplacées. Ces vagues migratoires sont étroitement liées aux crises sécuritaires qui sévissent ailleurs dans la province, telles que les activités des ADF dans la partie nord de la province du Nord-Kivu et celles du M23 dans le territoire de Rutshuru.

En résumé, la proximité de la chefferie de Bukumu avec la ville de Goma a fortement influencé la circulation des personnes dans la région. Ce mouvement est motivé non seulement par l'insécurité et les déplacements, mais aussi par le statut de Goma en tant que chef-lieu du Nord-Kivu et centre économique clé, offrant un accès aux marchés, à l'emploi et à d'autres services. Ainsi, de nombreuses personnes sont attirées par Goma ou sa périphérie, en particulier par le territoire de Nyiragongo. Les infrastructures se développent donc de plus en plus dans le territoire de Nyiragongo, avec des routes goudronnées et l'accès à l'eau potable, bien que ces services soient souvent insuffisants ou de mauvaise qualité.

Un environnement en voie d'urbanisation

L'urbanisation est l'une des évolutions les plus importantes à Bukumu. Elle affecte en effet le paysage social, politique, économique et infrastructurel de la chefferie. Il y a peu de temps encore, le paysage de la chefferie était essentiellement rural et agricole. Dans le passé, ses habitants vivaient principalement de l'agriculture et de l'élevage. L'économie de la chefferie reposait en grande partie sur les plantations de bananes et la culture de pommes de terre, de choux et d'autres légumes. Si l'essentiel de cette activité agricole consistait en une agriculture d'autosubsistance, une partie des produits était également commercialisée et consommée au-delà des frontières du pays, notamment au Rwanda. Ces produits servaient également à produire la bière locale connue sous le nom de kasiksi (bière de banane), qui était vendue à Buhunde, Buhavu et Bushi. Une personne interrogée explique :

En plus d'être utilisées pour la production de bière, les bananes étaient également vendues au marché et de nombreuses familles gagnaient plus d'argent grâce aux plantations de bananes. Sur le plan culturel, les bananes étaient un élément clé de la cohésion sociale entre les familles. Lors d'un mariage d'un membre de la famille, une sensibilisation était faite dans le village et chaque famille était tenue de donner un certain nombre de régimes de bananes. Tous ces régimes étaient donnés au marié, ce qui l'aidait lors de la constitution de la dot.²

La fertilité du sol volcanique, en particulier dans la région de Kibumba, a fait de Bukumu un centre important pour la culture de la pomme de terre dans la région du Kivu. Des tonnes de pommes de terre étaient exportées vers

² Entretien avec un représentant de la jeunesse, territoire de Nyiragongo, 17 août 2024.

Bukavu, Goma, Rutshuru, Masisi et le Rwanda. Outre l'agriculture, l'exploitation forestière était également essentielle à l'économie locale. Les arbres plantés dans le passé étaient abattus non seulement pour être vendus à Goma, mais aussi pour produire du charbon de bois, qui était ensuite transporté à Goma. Une autre activité économique majeure était l'élevage de chèvres et vaches dans certains villages.

Cependant, la guerre a considérablement perturbé les secteurs de l'agriculture et de l'élevage à Bukumu. Un habitant témoigne :

Avec l'arrivée des réfugiés rwandais, nous avons perdu du bétail. Les Rwandais volaient les chèvres et les vaches et les ramenaient au Rwanda. Ensuite, la guerre du M23 a entraîné l'abandon des champs, les agriculteurs craignant pour leur sécurité. Les récoltes sont soit volées par les déplacés, soit laissées à l'abandon en raison de l'insécurité.³

La guerre a également entraîné le déplacement d'un grand nombre de personnes, qui ont occupé des champs agricoles, les transformant en sites pour les déplacés. Cette situation a entraîné une réduction des terres arables et des pâturages, ce qui a provoqué une forte baisse de la productivité agricole. Le vol de bétail s'est généralisé et de nombreux agriculteurs ont vendu leurs derniers troupeaux. Par ailleurs, les éruptions volcaniques survenues en 1977, 2002 et 2021 ont détruit les récoltes et réduit les terres agricoles. Les maladies des plantes, telles que le flétrissement bactérien, ont dévasté les bananeraies, contribuant ainsi à la chute de l'économie agricole de Bukumu.

Ces transformations rurales-urbaines ont entraîné des changements dans l'activité économique et l'économie politique de la chefferie. À la différence d'autres zones de la province du Nord-Kivu, où les populations se sont tournées vers l'exploitation minière pour assurer leur subsistance, les habitants de la chefferie de Bukumu ne disposent pas de ressources minières. Les seules matières premières exploitées sont les matériaux de construction bruts, notamment la pierre volcanique, le sable, le gravier et le bois. Ces matériaux sont très demandés en raison de l'urbanisation rapide de Goma et d'autres villes dans la région, notamment Bunia et Bukavu. Une grande mine de sable

³ Entretien avec un chef de groupement, territoire de Nyiragongo, 12 août 2024.

à Munigi, par exemple, joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement de la construction en plein essor à Goma.

Par ailleurs, la proximité de la ville et l'urbanisation de la partie sud de la chefferie permettent de disposer d'un vaste réservoir de main-d'œuvre bon marché, comme cela est le cas dans de nombreux autres contextes d'urbanisation (Arn 1996 ; Neilson et Stubbs 2011 ; Kniknie 2024). Les investisseurs nationaux et étrangers qui cherchent à exploiter ce réservoir de main-d'œuvre excédentaire périurbaine commencent à se tourner vers le nord de la ville de Goma. Grâce à sa situation stratégique à proximité de l'aéroport international de Goma, l'activité industrielle commence à s'y développer. Par exemple, des entrepreneurs libanais ont construit une grande usine de production de matelas à Munigi, qui emploie 114 personnes. Les acteurs industriels se tournent de plus en plus vers la chefferie de Bukumu pour la production et le stockage.

Les différents types de transformations - environnementale, sociale, politique, économique - ont conduit à une concurrence accrue pour l'accès à la terre dans la chefferie de Bukumu. Les terres agricoles se sont transformées en terres résidentielles pour une population de plus en plus nombreuse, ce qui a entraîné une augmentation du prix des terres. Pour cette raison et d'autres qui sont explorées plus bas, l'économie politique de Bukumu et les tensions qui en découlent sont principalement axées sur l'accès à la terre ces dernières années. Cela a conduit à une forte augmentation des conflits fonciers. Nous explorons plus bas trois dynamiques différentes de tensions foncières à Bukumu : les conflits entre les habitants eux-mêmes, ceux entre les populations locales et le parc national des Virunga, et les conflits concernant le statut administratif des terres urbaines et rurales.

Conflits fonciers

Tout d'abord, la chefferie de Bukumu est le théâtre d'un grand nombre de conflits fonciers entre ses habitants, en particulier dans les zones en voie d'urbanisation situées au nord de Goma. Les périphéries urbaines du sud de la chefferie de Bukumu ont attiré des habitants de toute la province en raison de la proximité de la ville de Goma et du faible coût d'achat des terres par rapport au reste de la ville. Dans un contexte où l'accès et la gestion des terres sont contestés, les conflits fonciers sont extrêmement fréquents.

Les causes de ces conflits sont multiples. En raison des différentes vagues de migration et de déplacement vers ces zones, une pression accrue s'exerce sur l'accès à la terre. Cela a pour effet d'augmenter fortement le prix des terres, surtout celles qui sont utilisées pour le logement. Par ailleurs, il existe des désaccords généralisés sur les titres fonciers et sur la question de savoir qui a le droit d'accéder à la terre. Différents organes de pouvoir se disputent l'octroi des titres fonciers. Si les autorités coutumières en étaient historiquement responsables, les institutions de l'État congolais et les tribunaux modernes se sont emparés de cette prérogative. Environ 80 % des affaires judiciaires à Goma portent sur des conflits fonciers (Ferrari et Tshimbalanga, 2016). De plus, suite à la longue histoire de l'abandon de l'État congolais pendant le règne de Mobutu, de nombreux agents étatiques et judiciaires sont enclins à la corruption, y compris lorsqu'ils statuent sur des questions foncières (Young et Turner, 1985 ; Thill et Muzalia, 2023). Ces facteurs ont engendré une situation de concurrence pour l'accès à la terre et au logement, dans laquelle ceux qui possèdent le plus de capital économique, politique et social finissent par triompher.

Dans ce contexte de contestation de l'autorité en matière d'accès à la terre et de hausse du prix des terrains, certains acteurs ont vendu des parcelles qui ne leur appartenaient pas, tandis que d'autres les ont vendues à plusieurs personnes à la fois. Une personne interrogée indique que la vente et la revente répétée de parcelles dans le but de générer des revenus constituent un problème récurrent :

Lorsque le véritable propriétaire veut exploiter son terrain, il se rend compte que celui-ci a été vendu à deux ou trois personnes. Ces cas sont fréquents. Un terrain ne peut pas appartenir à deux ou trois personnes à la fois. Ce phénomène est à l'origine de nombreux conflits fonciers. D'autre part, le prix des terrains ne cesse d'augmenter. Si quelqu'un a vendu son terrain pour mille dollars il y a cinq ans et qu'il s'aperçoit qu'il peut coûter dix mille dollars aujourd'hui, que fait-il ? Il contourne le problème en vendant la même parcelle à une autre personne et, lorsque le propriétaire initial arrive pour commencer les travaux, il trouve un autre propriétaire. Au moment de se plaindre, le vendeur dit qu'il remboursera les mille dollars qu'il a payés auparavant. Ainsi, la valeur des parcelles accentue encore davantage les conflits fonciers.⁴

⁴ Entretien avec un représentant de la jeunesse, Goma, 14 août 2024.

À partir de 2018, un climat de méfiance s'est installé au sein de la population. Dans de nombreux cas, ces conflits fonciers ont été interprétés comme des conflits intercommunautaires, notamment entre les communautés Kumu et Nande. Il est trop simpliste de présenter ces conflits uniquement en termes de tensions communautaires (Kniknie, 2021). Les enjeux sont la contestation entre différents types d'autorités, le manque de clarté sur les titres fonciers et la pression croissante sur l'accès à la terre dans un environnement en voie d'urbanisation, ainsi que la concurrence qui en découle. Cependant, l'optique d'un conflit communautaire prédomine souvent parmi les habitants. Par exemple, en 2021, une marche de protestation réclamant le départ de la MONUSCO, la force de maintien de la paix des Nations unies, a rapidement pris une tournure tribale et ethnique en raison du climat tendu qui régnait. Les tensions intercommunautaires se manifestent surtout entre les Kumu et les Nande, qui constituent les deux groupes ethniques les plus importants dans la partie sud de la chefferie.

Une plateforme de discussion intercommunale appelée *Barza intercommunautaire* (lieu de rencontre public intercommunautaire, le Barza a une valeur culturelle importante en tant que forum public) a été créée pour résoudre ces conflits fonciers qui se sont transformés en querelles ethniques (Clark 2008). Comme le souligne un politicien et chef coutumier :

Lorsqu'il y a un problème de ce genre, le Barza s'engage à le résoudre à l'amiable. Si la communauté a déjà été alertée et qu'un problème oppose une personne à une personne d'une autre communauté, et que vous essayez d'impliquer toute la communauté pour résoudre le problème, on vous conseille plutôt de saisir directement un membre du Barza intercommunautaire, qui informera à son tour le chef du groupement. Celui-ci commencera alors à appeler tous les membres et les personnes concernées pour résoudre le conflit plus rapidement et de manière pacifique. C'est ainsi que nous avons résolu le problème de Buhene [village du groupement de Munigi], qui a été assimilé à une guerre tribale, parce que les Kumu étaient surchauffés par les gros titres, et les Nande aussi. Mais lorsque le Barza s'est réuni, l'un des chefs Nande a prononcé un discours de paix, appelant l'ensemble de la communauté à la retenue. Les chefs Kumu, Hunde, Tutsi et Hutu ont tous délivré le même message.⁵

⁵ Entretien avec un politicien et chef coutumier, territoire de Nyiragongo, 8 août 2024.

Contestation autour du parc national des Virunga

Le deuxième conflit porte sur les limites exactes du parc national des Virunga. Ce conflit remonte à la création du site du patrimoine mondial en 1925. Comme nous l'avons déjà indiqué, le parc s'étend sur une grande partie de la chefferie de Bukumu, couvrant 170 kilomètres carrés sur une superficie totale de 333 kilomètres carrés. Lors de la création du parc, les terres des communautés locales ont été expropriées par les Belges. En contrepartie, le parc était censé lancer des projets de développement tels que la construction d'écoles, de routes, de marchés, etc. Sans contrat écrit, elles ont cédé leurs terres, et des années plus tard, aucun projet n'avait été réalisé par les autorités du parc, dirigées par l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN). Ces récits coloniaux, ainsi que leurs effets contemporains et leurs continuités, continuent d'alimenter les conflits d'aujourd'hui (Marijnen, 2022). Un chef de groupement explique :

L'ICCN a trompé nos grands-parents en les escroquant. En prenant leurs terres, l'ICCN leur a promis de construire des routes, des écoles, de leur donner accès à l'eau et à l'électricité. Depuis qu'ils ont exproprié ces terres où nos grands-parents cultivaient, aucun projet de développement n'a été réalisé. Tout cela se passait à l'époque belge, à une époque où les Noirs avaient peur des Blancs et où ces derniers torturaient tous ceux qui refusaient de céder leur propriété. Ceux qui tentaient de pénétrer dans le parc étaient pourchassés, voire tués. C'est ce qui explique le conflit entre les communautés Kumu et l'ICCN. Aujourd'hui, pour se venger, certains membres des communautés pénètrent dans le parc pour y faire des cultures. Les arbres du côté de Rusayu ont été détruits par les réfugiés rwandais⁶

Les conflits entre les gardes du parc et les communautés vivant à proximité perdurent jusqu'à aujourd'hui. Ces conflits ont parfois pris une tournure violente, principalement en raison du fait que le parc national des Virunga a militarisé sa conservation. La direction du parc et ses gardes utilisent une force militarisée pour faire respecter les frontières du parc (souvent contestées) et empêcher la population de pénétrer dans la zone protégée (Marijnen, 2017 ; Hochleithner, 2017). Dans les zones adjacentes au parc, ces conflits ont des répercussions sur les moyens de subsistance des populations et

⁶ Entretien avec un chef de groupement, territoire de Nyiragongo, 12 août 2024.

engendrent des frustrations politiques liées à l'impossibilité d'accéder à ces moyens de subsistance.

L'expansion de la ville de Goma

Enfin, la question de l'intégration des zones en voie d'urbanisation de la chefferie de Bukumu dans la ville de Goma se pose, ou plutôt celle de la faisabilité de cette intégration. La ville de Goma ayant connu une explosion démographique, le besoin d'expansion est grandissant. Historiquement, lorsque la chefferie de Bukumu a été créée, elle comprenait huit groupements : Munigi, Mudja, Rusayo, Buvira et Kibati, Kibumba, Buhumba et le groupement Byahi, aujourd'hui disparu. En 1988, la ville de Goma a été officiellement créée et le groupement Byahi est devenu l'actuelle ville de Goma. Par conséquent, toutes les terres coutumières ont été cédées à la ville de Goma. Par ailleurs, pendant la rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), de 1998 à 2003, une grande partie de Munigi, aujourd'hui connue sous le nom de quartier de Majengo, et certaines parties de Mudja et de Rusayu ont été annexées à la ville de Goma.

De même, les groupements de Kibumba et Buhumba ont été transformés en communes rurales en 2006. Ces dernières, créées le 11 juillet 2006 par décret présidentiel, ont été mises en place pour répondre aux besoins de gestion locale et de développement d'une région stratégique. La transformation de Kibumba et Buhumba en communes rurales visait à améliorer l'administration locale, à faciliter le fonctionnement des services publics et à soutenir le développement communautaire dans la région. Ces communes sont toujours situées géographiquement dans la chefferie de Bukumu, mais ne sont plus gérées par cette dernière.

Il est nécessaire de fournir un bref aperçu des différents statuts administratifs du foncier en RDC pour comprendre les raisons de cette situation et les tensions politiques qui en découlent. Pendant la période coloniale belge (1885-1960), une distinction administrative a été établie entre les terres urbaines et les terres rurales. Conscient de la valeur potentielle et du pouvoir de propriété des terres urbaines, le système colonial belge a créé deux régimes fonciers distincts par le biais d'un décret foncier de 1893 (Thill & Muzalia, 2023 ; de Saint

Moulin, 1974). Les terres urbaines devaient être régies par le droit colonial moderne et les systèmes étatiques, tandis que la gestion des terres rurales relevait du droit coutumier et des chefs en tant que forme d'autorité indirecte (Mamdani, 1996). Cette dualité juridique a perduré après l'indépendance et existe encore aujourd'hui, ce qui a un impact important sur la gestion des terres et les litiges à Bukumu (Kniknie, 2024).

Dans ce contexte, il arrive que certaines autorités urbaines de Goma exercent leur autorité dans la chefferie, en s'immiscant par exemple dans les conflits fonciers. Selon un acteur de la société civile, il y a encore deux ou trois ans, lors de la mise en place du cadastre du territoire de Nyiragongo, c'est la commune de Karisimbi, l'une des deux communes de Goma, qui délivrait les titres fonciers. Par conséquent, ces documents émis par la commune de Karisimbi laissent penser que le terrain n'est pas situé dans le Nyiragongo, mais plutôt dans la ville de Goma. Il déclare :

À ce jour, les limites de la chefferie de Bukumu reconnues par l'ordonnance présidentielle créant la ville de Goma, signée par le président Mobutu, ne font l'objet d'aucun autre document autorisant l'extension de la ville de Goma. [...] De nombreux contentieux de Bukumu sont désormais gérés par la ville de Goma, et même les autorités urbaines n'en saisissent pas bien la portée, si bien qu'elles viennent jusqu'ici. D'autres le font intentionnellement. Les chefs coutumiers et les autorités intérimaires ont beaucoup contribué à ce problème, car ils ont peur d'être destitués. La chefferie n'a plus que 163 km² avec l'expansion de la ville de Goma, quelle sera sa superficie ? Si la chefferie est annexée à la ville de Goma, nous perdrons notre identité. Pourtant, chaque tribu a sa propre identité.⁷

L'annexion d'une partie de la chefferie de Bukumu à la ville de Goma reste un sujet très contesté de l'agenda politique. Bien qu'il semble avoir été abandonné pour l'instant, ce projet est contesté par la plupart des autorités coutumières de Bukumu. Pour elles, l'annexion de Bukumu à la ville de Goma revient à effacer l'histoire et les coutumes des Bakumu, ainsi que leur pouvoir coutumier sur le foncier.

⁷ Entretien avec un acteur de la société civile, territoire de Nyiragongo.

Située à la frontière avec le Rwanda, la chefferie de Bukumu est à bien des égards une zone frontalière, notamment en matière d'identité sociale et d'économie (Massenroot et Büscher, 2013). Il est communément admis que les Kumu sont le peuple « autochtone » de la chefferie. Cependant, comme indiqué plus haut, l'histoire politique des Kumu et le qualificatif « d'autochtone » sont plutôt contestés. La nomination du Mwami Kahembe en tant que chef de tous les Kumu de cette région est le fruit d'une intervention coloniale, qui continue aujourd'hui encore à façonner les contestations autour de l'identité.

À titre d'exemple, la langue Kikumu parlée par la population Kumu du territoire de Nyiragongo est un mélange de Kihunde, la langue parlée dans la chefferie Buhunde du territoire de Masisi, et de Kinyarwanda. Cette langue est différente du Kikumu, parlé à Lubutu (Walikale) d'où est originaire le Mwami Kahembe. Une personne interrogée a déclaré qu'il n'y avait pas de lien existant entre les Kumu de Nyiragongo et ceux de Walikale. L'ethnonyme « Kumu » a été imposé aux habitants déjà présents dans cette région lors de l'installation de Kahembe par les autorités coloniales belges et lors du tracé de la frontière entre le Rwanda et le Congo. Il est vrai que cette région est habitée depuis fort longtemps, mais la désignation de ses habitants en tant que Kumu est moins ancienne et remonte au début du XXe siècle. Le label Kumu a influencé les identités sociales et ethniques de la chefferie, en particulier la question de savoir qui détient l'autorité coutumière. De plus, des décennies de conflits armés et de tensions régionales avec le Rwanda voisin ont aggravé la situation, accentuant souvent les divisions sociales et ethniques.

Contestation du pouvoir coutumier

Depuis la création de la chefferie, le pouvoir coutumier est détenu par la famille Kahembe. Cependant, deux lignées familiales différentes se disputent le pouvoir. Les lignées Butsitsi et Bigaruka, en particulier, se disputent la succession. Aujourd'hui, après des décennies de conflits de succession, c'est Lebon Bazima Bakungu, issu de la lignée Bigaruka, qui détient le pouvoir. Il a été confirmé dans ses fonctions en juillet 2022 par une commission statuant sur des questions coutumières et par le gouverneur militaire, le général Constant Ndimba, dans le cadre de l'état de siège (Bahogwerhe, 2022).

Le Mwami Kahembe avait deux fils : l'aîné, Bigaruka, et son frère cadet, Butsitsi. Bien que la coutume veuille que le fils aîné hérite du trône, Butsitsi, né d'une femme tutsi, est devenu mwami au début des années 1960, en dépit des dispositions coutumières. Il existe différents récits relatifs à cette succession. Certaines personnes interrogées ont suggéré que Kahembe avait choisi Butsitsi en raison du mauvais comportement présumé de Bigaruka, tandis que d'autres ont soutenu que Bigaruka, en tant qu'aîné, était l'héritier légitime. Après la mort de Butsitsi en 1962, Bigaruka a régné pendant plus de deux décennies avant de transmettre le pouvoir à son fils Bakungu, qui a trouvé la mort dans un accident de voiture suspect. Le pouvoir est ensuite revenu aux Butsitsi lors des rébellions de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) et du RCD, soutenues par l'influence rwandaise, avec l'arrivée au pouvoir de Godefroid Butsitsi et, plus tard, de Jean-Bosco Butsitsi. En 2016, Jean-Bosco Butsitsi a été écarté du pouvoir, car il aurait perdu le soutien du gouverneur provincial qui favorisait la famille Bigaruka.

Pendant et après le conflit armé des années 1990, les alliances (géo) politiques ont largement contribué à façonner ces luttes de pouvoir. Le régime prolongé de Jean-Bosco Butsitsi était en effet soutenu par le RCD et les intérêts rwandais. Comme il appartenait à la lignée tutsi de sa famille, les groupes armés utilisés comme supplétifs par le Rwanda ont estimé que la possibilité d'une alliance avec lui était un bon investissement (Kniknie, 2024 ; Tull, 2005). Sa destitution reflète l'évolution des stratégies politiques, notamment la préférence du gouverneur Paluku pour Bakungu, qui reflétait

le sentiment anti-rwandophone plus large pendant son mandat. Ainsi, les évolutions politiques plus récentes liées au conflit armé et aux tensions ethniques ont sérieusement remanié le pouvoir à la tête de la chefferie de Bukumu, les intérêts et alliances régionaux jouant un rôle important dans cette zone frontalière.

Ce conflit affecte non seulement la chefferie elle-même, mais aussi les groupements qui la composent. Contrairement à d'autres chefferies, où les chefs de groupements sont généralement liés à la famille régnante, la chefferie de Bukumu était composée d'autres entités coutumières déjà existantes lors de sa création. Lorsque Kahembe a accédé au pouvoir, il a simplement rassemblé les entités sous une seule chefferie. À son arrivée, chaque entité avait son propre chef coutumier qui contrôlait les terres et les coutumes. À Bukumu, le chef de la chefferie était largement exclu de la dynamique interne de ces groupements et n'avait souvent pas la légitimité morale et culturelle nécessaire pour intervenir dans les luttes de pouvoir internes propres aux entités coutumières plus petites.

C'est par exemple le cas dans le groupement de Munigi, situé le plus au sud de la chefferie. En 2021, un conflit de succession de longue date entre deux familles a dégénéré lorsqu'un membre de la famille Kifende s'est proclamé chef légitime du groupement. Gardé par des hommes armés, il occupait une place importante dans l'autorité coutumière. Quelques jours plus tard, il a été tué lors de l'intervention de la police et de l'armée congolaises (Murhabazi, 2021). Par la suite, Tuishi Muhire Kakoti Olivier a été évincé de la tête du groupement au profit de Mutumishi Amini Kifende sur décision du gouvernement provincial du Nord-Kivu (Kombi, 2022). Près de deux ans plus tard, un juge, sur intervention du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières, a tranché en faveur de Tuishi Muhire Kakoti Olivier, qui est redevenu chef coutumier du groupement (La Fortune RDC, 2024). Ce conflit de succession a duré plusieurs années en raison de l'absence d'un chef au niveau de la chefferie pouvant intervenir dans ces affaires.

Une économie frontalière

La proximité de la chefferie des Bukumu avec la frontière rwandaise a également des répercussions importantes sur son économie politique. Avant la colonisation, la frontière entre le Rwanda et le Congo - tracée par les autorités coloniales - n'était pas un marqueur fondamental de différence sociale ou politique (Mathys, 2014). Même après l'indépendance, les relations entre le Rwanda et le Congo dans la région sont restées relativement pacifiques, marquées par un commerce transfrontalier continu. Cependant, le génocide rwandais de 1994 et la série de conflits armés qui a suivi à partir de 1996, impliquant des forces supplétives à la solde du Rwanda, ont mis ces relations à rude épreuve. L'une des personnes interrogées fait remarquer ce qui suit :

Au début, sous le régime du président Habyarimana, président du Rwanda, et de Mobutu, président du Congo, puis du Zaïre, nous vivions comme un seul peuple. Nous pouvions traverser n'importe où sans aucun contrôle. Nous traversions soit là où il y avait une frontière, soit là où il n'y en avait pas. Il y avait juste des frontières pour indiquer qu'il y avait le Rwanda et le Zaïre, mais il n'y avait pas de problèmes entre les Zaïrois et les Rwandais. Nous pouvions arriver au Rwanda et même y passer la nuit pendant des jours et des mois sans être contrôlés, jusqu'à ce que le président Paul Kagame prenne le pouvoir et déclenche le génocide. C'est à ce moment-là que les relations ont commencé à se détériorer.⁸

L'importance des connexions transfrontalières subsiste malgré ces tensions. Les dynamiques décrites dans la section précédente — l'urbanisation, la réduction des terres agricoles causée par le volcan et le déplacement des populations — ont accru l'importance du petit commerce comme moyen de subsistance. Ce type de petit commerce est devenu l'activité principale des habitants de la chefferie, constituant souvent la seule source de revenus, et est profondément ancré dans l'économie politique. Dans de nombreux cas, ce petit commerce est également étroitement lié aux dynamiques transfrontalières et aux flux migratoires. Comme le souligne un chef coutumier :

Aujourd'hui, si vous regardez les types de construction ici à Bukumu, vous constaterez que les propriétaires construisent une maison à l'intérieur de leur parcelle et devant celle-ci, ils

⁸ Entretien avec un pasteur, territoire de Nyiragongo, 23 août 2024.

construisent des magasins, surtout si c'est sur le bord de la route. C'est une pratique qui est en train de gagner du terrain partout. Certains vont au Rwanda, en Ouganda et même à Butembo pour acheter des produits qu'ils conservent dans leurs magasins. Ce phénomène se répand de plus en plus aujourd'hui. Ils achètent même de la farine, des tomates, des oignons, des épices et d'autres produits que les habitants de l'avenue achètent matin, midi et soir.⁹

Ainsi, les perspectives de l'économie politique de la chefferie de Bukumu sont en grande partie influencées par son emplacement géographique. Les liens familiaux et de parenté entre les Nande vivant à Bukumu et leurs communautés d'origine dans le nord de la province jouent un rôle important à cet égard. Sa localisation sur la route entre Goma, le chef-lieu de la province, et les deuxième et troisième villes du nord, Butembo et Beni, en fait un point de passage important. En outre, sa position stratégique à la frontière avec le Rwanda en fait également un centre commercial important. En dépit des conflits armés récurrents entre les deux États, les échanges commerciaux se poursuivent le long des douzaine de kilomètres de frontières communes avec le Rwanda voisin. Une partie au moins de ce commerce consiste en un trafic frontalier illégal et se déroule souvent de nuit le long de toute la frontière de la chefferie de Bukumu.

La surveillance de la frontière est assurée par différents services de sécurité (police, armée et douanes) de part et d'autre de la frontière. Cependant, il existe plusieurs passages illégaux permettant de la franchir. Ces passages facilitent le petit commerce de manière frauduleuse. Les services de sécurité affectés à la sécurisation de ces frontières se livrent à la corruption et laissent les gens passer. Ainsi, ces frontières sont sujettes à des infiltrations de part et d'autre. Comme l'a décrit un chef coutumier au cours d'un entretien :

Nos frontières sont devenues très compliquées depuis le début des guerres d'agression il y a longtemps, et nous avons l'impression qu'il n'y a pas de soldats à nos frontières, et qu'elles ne sont pas sûres. Il faut savoir qu'aujourd'hui, deux de nos groupements sont sous le contrôle des rebelles : Kibumba et Buhumba. Il n'y a pas longtemps, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières s'est rendu au

⁹ Entretien avec un homme politique et un chef coutumier, territoire de Nyiragongo, 8 août 2024.

terminal douanier n° 13 dans le groupement de Buvira. À ce terminal, les produits traversent facilement du Congo vers le Rwanda et vice-versa, échappant ainsi au contrôle des services de sécurité et des agents de l'État. Malheureusement, dans le territoire de Nyiragongo, les frontières sont ouvertes à tous. Nos militaires et nos services de sécurité, qui devraient surveiller la frontière, ne le font pas. Les militaires et les services de sécurité des FARDC sont là, mais en petit nombre. Les infiltrations dont on parle tous les jours, et que le Rwanda nous attaque, je dirais que c'est là que tout se joue, même en termes de stratégies militaires de guerre.¹⁰

Une insécurité grandissante

Plus récemment, la chefferie de Bukumu a été sérieusement affectée par la rébellion du M23. Ce groupe armé occupe plusieurs groupements, ce qui a considérablement intensifié les déplacements internes déjà existants dans la chefferie. La chefferie est affectée à bien des égards, car les gens s'y installent tout en continuant à fuir. Un administrateur local a expliqué ce qui suit :

Les agriculteurs allaient jusqu'à Kibumba et Buhumba pour cultiver des pommes de terre, mais maintenant ils n'y vont plus parce qu'ils craignent pour leur sécurité. Les rebelles occupent toute cette zone. Il n'y a plus rien à semer dans la communauté. Au début, nous y semions des haricots, du maïs, des patates douces et des pommes de terre. Aujourd'hui, ce sont soit les Wazalendo, soit les déplacés qui récoltent à notre place. Même tous les arbres de Rusayu sont coupés pour construire des abris ou pour servir de bois de chauffage.¹¹

Outre l'occupation par le M23, la présence accrue de combattants dits « Wazalendo » est à l'origine d'un niveau élevé d'insécurité. Wazalendo est le nom d'une variété d'unités paramilitaires qui prétendent lutter contre le M23 dans la région du Kivu. Sur le côté sud du front, à Kibati, différents groupes Wazalendo prétendent défendre leur pays contre le M23 aux côtés des unités des FARDC. Même si elles prétendent officiellement défendre la population locale, les unités Wazalendo représentent également une menace pour la sécurité des civils.

¹⁰ Entretien avec un homme politique et un chef coutumier, territoire de Nyiragongo, 8 août 2024.

¹¹ Entretien avec une autorité administrative, territoire de Nyiragongo, 12 août 2024.

Le paysage politique de la chefferie de Bukumu est profondément façonné par sa position géographique frontalière, sa dynamique historique et les complexités du pouvoir coutumier. L'urbanisation est apparue ces dernières années comme l'un des principaux facteurs influençant le paysage social, politique, économique et infrastructurel de Bukumu. La région étant traditionnellement rurale, l'économie de Bukumu dépendait fortement de l'agriculture, en particulier de la culture des bananes et des pommes de terre, qui étaient vitales pour la consommation et le commerce locaux. Cependant, la guerre, l'insécurité et les déplacements de population ont gravement perturbé ces secteurs, entraînant une baisse de la productivité agricole. Les terres agricoles ayant été transformées en sites de déplacés, la concurrence pour les terres s'est intensifiée, ce qui a entraîné une recrudescence des conflits fonciers.

Par ailleurs, le processus d'urbanisation a transformé les activités économiques au sein de la chefferie. Sa proximité avec la ville de Goma a suscité une forte demande en matériaux de construction. Les matières premières locales, telles que la pierre volcanique et le sable, sont désormais très recherchées. Les activités industrielles émergent lentement, créant un nouveau paysage économique, mais augmentant également la concurrence pour l'accès à la terre. Cette dynamique a donné lieu à de nombreux conflits fonciers entre les habitants. La hausse des prix des terrains ainsi que les litiges liés aux titres fonciers compliquent davantage la situation.

Il faut également noter que l'économie politique de Bukumu est marquée par des tensions liées au parc national des Virunga, dont les limites ont été établies à l'époque coloniale. Les communautés locales se sentent marginalisées et privées de leurs moyens de subsistance en raison des efforts de conservation militarisés du parc. Par ailleurs, l'annexion de certaines parties de la chefferie de Bukumu à la ville de Goma a encore compliqué la gouvernance locale. En effet, les autorités urbaines empiètent sur les droits fonciers coutumiers et conduisent à une lutte pour l'identité et le contrôle des terres ancestrales.

L'urbanisation, le déplacement des populations et les défis environnementaux tels que l'activité volcanique ont encore accéléré le passage au petit commerce comme principal moyen de subsistance. L'emplacement de Bukumu le long des principales routes reliant Goma aux villes du nord de la province, comme Butembo, et à la frontière rwandaise, contribue à renforcer son rôle de plaque tournante du commerce. En tant qu'économie frontalière, la proximité de Bukumu avec le Rwanda a considérablement influencé son paysage politique et économique, le commerce transfrontalier et la migration restant essentiels malgré les tensions intermittentes et les conflits armés. Ce commerce, souvent informel et illégal, reflète la nature poreuse des frontières imposées par les puissances coloniales. La nature complexe du commerce, de la corruption et des conflits met en évidence la fragilité des économies locales dans des régions marquées par la violence et les rivalités géopolitiques.

Parallèlement, les conflits autour du pouvoir coutumier de Bukumu ont amplifié l'instabilité de la chefferie. La concurrence entre les lignées Butsitsi et Bigaruka pour le contrôle de la chefferie, avec des allégeances changeantes à des acteurs extérieurs, souligne l'enchevêtrement de la gouvernance locale avec des politiques régionales plus larges. L'influence historique du Rwanda, en particulier pendant les périodes de l'AFDL et du RCD, et les réactions ultérieures contre les intérêts rwandophones, illustrent les pressions extérieures permanentes qui façonnent la chefferie de Bukumu. Ces conflits de succession ont non seulement affecté la chefferie elle-même, mais aussi déstabilisé les groupements relevant de son autorité. L'incapacité de la chefferie à intervenir dans les conflits au sein de ses sous-entités démontre les

limites de l'autorité coutumière dans une région marquée à la fois par des divisions internes et des pressions externes.

Pour résumer, la chefferie de Bukumu illustre les luttes plus larges auxquelles sont confrontées les régions frontalières de l'est de la RDC, où les héritages du colonialisme, les divisions ethniques, la géopolitique régionale et les conflits continuent de façonner la gouvernance locale ainsi que la survie économique.

- Hochleithner, S. (2017). Beyond contesting limits: Land, access, and resistance at the Virunga National Park. *Conservation and Society*, 15(1), 100-110.
- Marijnjen, E. (2022). The coloniality of crisis conservation: the transnationalization and militarization of Virunga National Park from an historical perspective. In *The violence of conservation in Africa* (pp. 53-72). Edward Elgar Publishing.
- Bahogwerhe, M. (2022). "Nyirangongo : Lebon Bakungu officiellement installé comme vrai Mwami de Bukumu." *L'Interview.cd*, 1 July 2022. <https://interview.cd/nyirangongo-lebon-bakungu-officiellement-installe-comme-vrai-mwami-de-bukumu/>
- Murhabazi, G. (2021). "Nord-Kivu : Un chef coutumier "autoproclamé et armé" tué par les FARDC à Nyiragongo." *7sur7.cd*, 22 October 2021. <https://7sur7.cd/2021/10/22/nord-kivu-un-chef-coutumier-autoproclame-et-arme-tue-par-les-fardc-nyiragongo>
- Kombi, J. (2022). "Nord-Kivu: la commission de règlement des conflits coutumiers dans le groupement Munigi donne ses conclusions." *Actualité.cd*, 4 March 2022. <https://actualite.cd/2022/03/04/nord-kivu-la-commission-de-reglement-des-conflits-coutumiers-dans-le-groupement-munigi>
- La Fortune RDC (2024). "Munigi : Vers un retour de Tuishi Olivier Kakoti au pouvoir ?" 4 September 2024. <https://lafortunerdc.net/2024/09/04/munigi-vers-un-retour-de-tuishi-olivier-kakoti-au-pouvoir/>
- Arn, Jack. 1996. "Third World Urbanization and the Creation of a Relative Surplus Population: A History of Accra, Ghana to 1980." *Review* (Fernand Braudel Center) 19 (4): 413-33. <https://www.jstor.org/stable/40241376>.
- Büscher, Karen. 2011. "Conflict, State Failure and Urban Transformation in the Eastern Congolese Periphery: The Case of Goma." Doctoral dissertation, Ghent University.
- Clark, Phil. 2008. "Ethnicity, Leadership and Conflict Mediation in Eastern Democratic Republic of Congo: The Case of the Barza Inter-Communautaire." *Journal of Eastern African Studies* 2 (1): 1-17. <https://doi.org/10.1080/17531050701846682>.
- Kniknie, Sam. 2024. "Wayward Edges: A Dissonant Ethnography of Protest on the Streets of Goma, Democratic Republic of Congo." Doctoral Dissertation, UGent.
- Mamdani, Mahmood. 1996. *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton: Princeton University Press.

- Mathys, Gillian. 2014. "People on the Move: Frontiers, Borders, Mobility and History in the Lake Kivu Region 19th-20 Century." Doctoral dissertation, Chent University.
- Neilson, David, and Thomas Stubbs. 2011. "Relative Surplus Population and Uneven Development in the Neoliberal Era: Theory and Empirical Application." *Capital & Class* 35 (3): 435–53. <https://doi.org/10.1177/0309816811418952>.
- Thill, Michel, and Codefroid Muzalia. 2023. "All Authorities Have Eaten: A History and Political Economy of Urban Land in Bukavu." Nairobi.
- Tull, Denis M. 2005. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*. Hamburg: Institute of African Affairs.
- Vlassenroot, Koen, and Karen Büscher. 2013. "Borderlands, Identity and Urban Development: The Case of Goma (Democratic Republic of the Congo)." *Urban Studies* 50 (15): 3168–84. <https://doi.org/10.1177/0042098013487772>.
- Young, Crawford, and Timothy Turner. 1985. *The Rise & Decline of the Zairean State*. The University of Wisconsin Press.

Série Insecure Livelihoods

